



APRICUS FINANCE

WEALTH MANAGEMENT

Janvier 2025

2024 : élections gouvernementales et virages monétaires

Comme nous l'avons commenté il y a un an, parmi d'autres éléments, 2024 allait être l'année des élections nationales – avec 40 % de la population mondiale, représentant un peu moins de 60 % du PIB mondial, se rendant aux urnes. Cependant, plusieurs surprises ont émergé. En général, 70 à 80 % des gouvernants en place ont été défaits par des mouvements populistes.

Au Royaume-Uni, le parti conservateur au pouvoir a subi une défaite historique, tandis que le parti de droite Reform UK a remporté un nombre de sièges sans précédent.

En France, le président Macron a pris tout le monde de court en dissolvant l'Assemblée nationale au début de l'été. Ce pari a échoué : le président français se trouve aujourd'hui bloqué, sans budget adopté.

L'élection la plus attendue de toutes était, évidemment, celle des États-Unis. Il y a un an, nous avions prédit que le candidat Trump gagnerait probablement, car nous percevions le président Biden comme étant trop faible.

Une autre raison, que nous évoquons depuis 2023, est la frustration constante des consommateurs à faibles revenus face à l'inflation perçue sur les produits essentiels. Le président sortant a commis l'erreur de se concentrer constamment sur le message selon lequel la guerre contre l'inflation était gagnée. Il se basait sur l'inflation «des économistes». Par exemple, le prix d'une livre de steak de bœuf a augmenté de 38 % par rapport à avant la pandémie et est resté stable tout au long de l'année 2024 (ainsi, l'inflation selon les «économistes de la viande» était proche de zéro), cependant, les salaires n'ont pas suivi.

Nos hypothèses étaient que de nombreux électeurs mécontents, indépendamment de leur idéologie politique ou de leur origine, voteraient probablement pour Trump et leur propre portefeuille, dans l'espoir de voir leur pouvoir d'achat personnel s'améliorer après quatre ans de présidence Biden. Nous ne nous attendions évidemment pas à ce que Biden passe le relais à Kamala Harris seulement quelques semaines avant les élections. Ce qui est également clair, c'est que Trump n'a pas beaucoup de temps pour améliorer les conditions de vie de ces électeurs : en l'absence de changement tangible, ces électeurs, peu enclins à soutenir le Parti républicain, pourraient rapidement retourner vers le Parti démocrate lors des élections de mi-mandat en 2026, redonnant ainsi le contrôle du Sénat et peut-être de la Chambre des représentants au Parti démocrate.

En Allemagne, la coalition gouvernementale s'est effondrée : cela n'est en soi pas une grande surprise. Les Allemands iront aux urnes à la fin du mois de février. Une nouvelle coalition devrait se former, excluant les extrémistes de gauche et de droite. Les Allemands sont très pragmatiques et, lorsqu'ils sont sous pression, ils savent prendre des décisions difficiles. L'Allemagne a connu deux années consécutives de croissance négative : nous sommes convaincus qu'ils abandonneront, ou du moins rendront plus flexibles, leur limite constitutionnelle des déficits («Schuldenbremse»), permettant ainsi une reprise économique induite par la fiscalité, qui profitera à l'ensemble de l'Europe.

2024 a également été l'année où l'inflation a été plus ou moins maîtrisée, et où la plupart des grandes banques centrales étaient attendues pour opérer un pivot vers l'assouplissement monétaire.



Nous étions sceptiques à l'époque quant à l'idée que la Réserve Fédérale des États-Unis (la Fed) réduirait les taux autant que le marché l'avait anticipé il y a un an : environ 1,8 % pour atteindre 3,75 % d'ici la fin de l'année 2024. En réalité, au cours de l'année, la Fed a réduit les taux de 100 points de base, les portant à 4,5 %. Alors que l'inflation aux États-Unis semble plus tenace que dans d'autres pays, les prochaines étapes dépendront d'un large éventail de facteurs, dont, en particulier, les politiques de Trump.

La dernière série de réductions de taux a été initiée en mars par la Banque Nationale Suisse, qui, en raison de la force du franc suisse, fait face à une déflation importée tandis que l'économie se porte raisonnablement bien.

La Banque Centrale Européenne a attendu le mois de juin pour faire de même. Compte tenu de la faiblesse économique du cœur de l'Europe, la périphérie s'en sort raisonnablement bien, nous estimons qu'elle est désormais en retard, et nous nous attendons donc à des baisses de taux plus rapides au début de l'année 2025.

La Banque d'Angleterre a réduit ses taux en juillet. Cependant, elle est maintenant confrontée à une inflation tenace, qui pourrait s'aggraver d'ici avril, lorsque le plafond des prix de l'énergie devrait probablement augmenter. Ce qui complique encore la tâche de la BoE, c'est le budget annoncé l'année dernière, qui pourrait être inflationniste en raison des hausses d'impôts sur le travail. Les récentes hausses des rendements des obligations d'État à 30 ans - qui, à 5,4 %, ont atteint leur plus haut niveau depuis 1998 - freineront la croissance cette année, éliminant pratiquement l'espace budgétaire dont disposait le gouvernement après son budget d'automne. Une poursuite de la vente des obligations pourrait contraindre le gouvernement à prendre des mesures fiscales correctives avant l'automne. Les investisseurs se rappelant des événements de 1992 et 1976, surveilleront la devise pour toute indication.

La Banque du Japon est la seule grande banque centrale à envisager de relever ses taux. Après 30 ans de taux directeurs compris entre 0,5 % et -0,1 %, elle sera prudente quant au moment et à la manière de « normaliser » ses taux après le krach du marché qu'elle a provoqué début août. Chaque mois, elle communique de manière provisoire au public qu'elle pourrait bientôt augmenter les taux. Le marché obligataire, quant à lui, fait déjà le travail pour elle : le taux des obligations à 30 ans, à 2,3 %, est au plus haut depuis 2010, et peut-être plus important encore dans un contexte régional, il est désormais supérieur à celui de la Chine, qui se situe à un niveau historiquement bas de 1,8 %.

Chine

Le paysage d'investissement en Chine, qui a traversé une année difficile, montre des signes d'amélioration, façonnés par des changements structurels en cours.

Après une longue période d'ajustement structurel et de défis dans le secteur immobilier, l'économie chinoise pourrait rebondir en 2025, malgré la politique gouvernementale de multiples petites étapes. Le gouvernement a œuvré pour reconstruire la confiance économique à travers des mesures politiques ciblées, incluant la stabilisation du secteur immobilier, des réformes des marchés financiers et, plus récemment, un engagement à assouplir la politique monétaire. Les économies des ménages sont estimées à près de 7 trillions de dollars. Ainsi, si le gouvernement parvient à convaincre les consommateurs de dépenser et les entreprises d'investir, il existe un potentiel considérable pour stimuler la croissance du PIB au-delà de l'objectif annuel officiel de 5 %. Bien que les droits de douane demeurent une menace, la Chine a renforcé ses liens commerciaux à l'échelle mondiale, notamment avec ses voisins Indonésie et Vietnam, ainsi qu'avec le Brésil. Elle a également montré son leadership dans des secteurs manufacturiers tels que les batteries et les véhicules électriques et, malgré les sanctions américaines, semble réaliser des avancées significatives dans la fabrication de semi-conducteurs, visant ainsi une autonomie dans ce domaine.



Marchés financiers en 2024

L'Intelligence Artificielle (IA) est restée clairement le mot à la mode en 2024. La première partie de l'année a été dominée par les flux vers les infrastructures, principalement Nvidia. Cependant, durant la seconde moitié de l'année, les flux d'investissement dans l'IA se sont davantage orientés vers les entreprises de solutions logicielles d'infrastructure impliquées dans l'IA. Nvidia et les « hyperscalers » (Amazon, Alphabet, Meta et Microsoft) ont représenté 41 % du rendement total de 25 % du S&P 500 pour l'année. La capitalisation boursière de Nvidia a augmenté de 2 trillions de dollars au cours de l'année, principalement concentrée sur la première moitié de l'année.

Dans la seconde moitié, l'action Nvidia n'a « augmenté » que de 8 %, en ligne avec le S&P 500, et n'a donc plus été un moteur significatif pour l'indice. De toute évidence, dans la seconde moitié de l'année, le rallye du marché s'est élargi au-delà des Magnificent 7, et l'incroyable rallye de 62 % qu'a connu Tesla après la victoire de Trump : jusqu'à l'élection, la performance de l'action en 2024 était proche de zéro.

Pour la première fois depuis 1998-1999, le S&P 500 a produit deux années consécutives de rendements supérieurs à 20 %. Quelle est la probabilité que cela se répète en 2025 ? Le résultat de la surperformance globale du S&P a été une surconcentration géographique et sectorielle dans l'indice de référence MSCI World : les États-Unis représentent désormais plus de 72 % de l'indice, et la dixième entreprise de l'indice, JPMorgan Chase, a une capitalisation boursière de plus de 700 milliards de dollars, bien au-dessus des 300 milliards de dollars de l'entreprise la plus valorisée d'Europe, ASML.

En Europe, il existe cette idée largement répandue selon laquelle les actions de la zone euro (et non celles de l'indice Stoxx 600, qui inclut le Royaume-Uni, la Suisse et la Scandinavie) sous-performent constamment par rapport à leurs homologues américaines. C'est pourquoi notre position de surpondération a été continuellement remise en question au cours des deux dernières années. Nous n'avons évidemment pas la puissance statistique des grandes banques d'investissement, cependant, voici une sta-

tistique récemment publiée par le Financial Times : depuis le début de l'engouement pour l'IA en octobre 2022, si l'on exclut Nvidia du S&P 500, la performance des actions de la zone euro a été équivalente, voire légèrement supérieure.

En examinant la performance globale des portefeuilles pour l'année, on pourrait penser que 2024 a été relativement calme. Cependant, nous ne devons pas oublier :

- Le pincement de l'inflation en avril, qui a déclenché une vente massive des actions technologiques
- Le déclenchement de la « règle Sahm* » en juillet, lorsque le Nasdaq a chuté de 15 % en un mois
- Le krach des actions japonaises, induit par un changement de politique de la Banque du Japon, qui a entraîné une chute de 20 % en seulement 3 jours début août
- Ce qui a à son tour fait monter, en quelques jours, l'indice de volatilité VIX à 65 pour redescendre à 15 en l'espace de deux semaines
- La chute de 14 % de Nvidia début septembre

** Selon la règle de Sahm, le début d'une récession est signalé lorsque la moyenne mobile de trois mois du taux de chômage aux États-Unis est supérieure de 0,5 point de pourcentage ou plus à la moyenne mobile de trois mois la plus basse du taux de chômage des 12 mois précédents.*

L'élection de Trump a temporairement stimulé les attentes concernant les actions de petite capitalisation : ces gains post-électorales ont été entièrement annulés d'ici la fin décembre, et les petites capitalisations ont de nouveau sous-performé par rapport aux grandes capitalisations. Comme nous l'avons souligné par le passé, pour surperformer, les petites entreprises américaines ont besoin d'un environnement économique et monétaire favorable : en effet, 42 % des entreprises du Russell 2000 sont déficitaires et affichent un ratio moyen de 4,4 fois dette nette/EBITDA. La dette est principalement à taux variable. À titre de comparaison, 10 % des entreprises sont déficitaires dans le segment des



petites capitalisations en Europe, et un ratio de 1,6 fois dette nette/EBITDA pour le S&P 500.

L'environnement actuel pourrait être favorable pour les actions sensibles à l'économie intérieure, comme les petites capitalisations, en raison des politiques de Trump.

Cependant, les perspectives concernant les taux et l'inflation sont très incertaines, c'est pourquoi nous avons tendance à les éviter dans l'environnement actuel. Nous pourrions bien sûr revoir cette position si/ lorsque nous aurons plus de clarté sur l'économie et les taux.

En Asie, la première partie de l'année a vu les actions japonaises surperformer, tandis que, dans la seconde moitié, malgré toutes les mauvaises nouvelles les concernant, les actions chinoises ont pris la tête, enregistrant au final une performance décente de 18 % pour l'année (indice CSI 300). Le véritable sous-performant a été la Corée, avec un recul de -10 % (-20 % en termes de dollars).

En obligations, le crédit a largement surperformé la duration et, de manière générale, les courbes de rendement se sont accentuées. Les indices mondiaux agrégés couverts en devise ont enregistré des rendements entre 2 et 4 %, selon la devise. En termes domestiques, les obligations suisses de qualité investissement ont été les meilleures, avec un rendement proche de 6 %, tandis que les obligations libellées en livre sterling ont été les moins performantes, avec une baisse de -1,6 %.

Comme mentionné précédemment, le crédit a surperformé : parmi les autres, les obligations d'entreprises européennes ont augmenté de plus de 5 %, les obligations asiatiques en devises fortes ont progressé de plus de 8 %, les titres subordonnés financiers ont gagné plus de 9 %, les hybrides européens ont augmenté de plus de 8 % et les obligations à haut rendement européennes ont enregistré une hausse proche de 7 %.

Malgré la correction de fin d'année, induite par la hausse des taux du dollar après l'élection de Trump, l'or a connu une année exceptionnelle et a terminé en hausse de 27%. En l'absence de choc de taux important et durable, l'or devrait continuer à briller. S'il est désormais acquis que les banques centrales des

pays émergents y diversifient leurs réserves, de plus en plus de gestionnaires de portefeuilles et d'actifs voient l'intérêt de détenir le métal précieux en tant que diversificateur compte tenu de l'évolution du paysage géopolitique.

Crypto : Le bitcoin est reparti à la hausse - 120 % cette année, après 155 % en 2023. Bien qu'il soit clairement axé sur les liquidités et la cible des flux d'argent facile, nous pensons que chaque année qui passe ajoute de la crédibilité à la classe d'actifs et la rend difficile à ignorer. Elle commence à ressembler à l'investissement dans les actions dynamiques. La question est de maîtriser sa volatilité. Plus cette performance se maintiendra, plus les investisseurs institutionnels auront du mal à s'en détourner. Comme d'habitude, si nous devons connaître un nouveau krach boursier, comme en 2018, 2021 ou 2022, nous entendrions une fois de plus « Je vous l'avais bien dit ».



Perspectives 2025

Économie

Nous anticipons une croissance américaine plus lente mais solide. Les réductions fiscales et la déréglementation pourraient continuer à stimuler l'économie des États-Unis.

La croissance de l'Europe centrale dépendra largement de la flexibilité fiscale de l'Allemagne, tandis que l'Europe périphérique devrait continuer à surperformer. Nous prévoyons une amélioration générale de la croissance grâce à la baisse des taux d'intérêt, bien que les menaces tarifaires représentent un frein. Comme en Chine, le consommateur européen, qui a épargné après la pandémie (le taux d'épargne actuel étant deux fois supérieur à celui des États-Unis – les chiffres devant être ajustés pour être comparables, selon JPM), devra être convaincu de consommer. Un éventuel arrêt des hostilités en Ukraine, voire une trêve, pourrait servir de catalyseur à un regain d'optimisme et de consommation.

Les récentes déclarations de la Chine semblent refléter une volonté de remédier à la faiblesse de la confiance des consommateurs et des marchés, ainsi qu'aux problèmes structurels de son secteur immobilier. Parallèlement, le pays prépare des mesures pour contrer la probable hausse des droits de douane américains.

Les principaux risques pour les perspectives économiques des États-Unis découlent de leur politique budgétaire insoutenable, avec des déficits dépassant déjà 6 % du PIB. Les droits de douane globaux, les nouvelles restrictions à l'immigration et les expulsions massives de travailleurs clandestins pourraient entraîner une hausse de l'inflation et freiner la croissance du PIB. La Réserve Fédérale pourrait mettre fin à son cycle de baisses de taux vers la fin de l'année 2025 et envisager de nouvelles hausses.

En Europe, des dynamiques similaires de déficits insoutenables concernent également la France et le Royaume-Uni.

Banques centrales

BCE : devrait accélérer les baisses de taux car elle est en retard sur la courbe, avec un taux final de 1 % au début de 2026.

La BNS devrait ramener ses taux à zéro d'ici l'été 2025.

La Réserve Fédérale américaine devrait réduire ses taux de 1 % supplémentaire en 2025, mais sa trajectoire dépendra fortement des changements potentiels de politique commerciale, fiscale et énergétique de la future administration américaine.

Marchés financiers

Les marchés d'actions américains devraient progresser plus modestement en 2025, car les valorisations élevées et le positionnement limiteront la hausse. Certains des « Magnificent 7 » pourraient commencer à peser sur l'indice. Les facteurs positifs sont une administration Trump favorable aux entreprises, un assouplissement de la part de la banque centrale et la fin du resserrement quantitatif (réduction du bilan) de la Fed d'ici la fin du premier trimestre 2025. Un risque majeur pourrait être la diminution des dépenses des entreprises en matière d'IA. Alors que nous prévoyons que les actions associées à l'infrastructure de l'IA continueront à augmenter en 2025, nous pensons que les investisseurs se tourneront de plus en plus vers les entreprises dont les revenus sont basés sur l'IA, tandis que l'ampleur des surprises en matière de dépenses d'infrastructure pourrait diminuer, ce qui entraînerait une (plus faible) revalorisation des entreprises concernées, telles que Nvidia. Les principaux défis à venir sont la lutte contre la concurrence croissante et la justification de la valorisation élevée de l'entreprise.

Les actions européennes continueront d'être très dispersées au sein des différents indices, car ils ont tous une orientation sectorielle différente (luxe, logiciels, banques, par exemple, pour la France, l'Allemagne et l'Italie). Globalement, les actions européennes dépendent fortement de la croissance mondiale, qui à son tour dépendra des États-Unis et de la Chine, qui sont confrontés aux risques décrits ci-dessus.



Un catalyseur positif pourrait être une revalorisation, car les actions européennes se négocient avec une décote historique par rapport aux actions américaines, même en dehors des méga-capitalisations technologiques. Une évolution vers des applications de l'IA pour les entreprises industrielles profiterait aussi clairement aux entreprises européennes et donc à l'Europe.

Matières premières

L'or devrait continuer à être acquis par les banques centrales et les gestionnaires d'actifs cherchant à diversifier leurs portefeuilles.

Le pétrole brut devrait rester sous pression en raison de la faiblesse des fondamentaux de l'offre et de la demande, tandis que les incertitudes géopolitiques, les sanctions et les droits de douane devraient accroître sa volatilité et limiter les risques de baisse.

Les prix seront fortement influencés par le taux de production des pays non membres de l'OPEP : les producteurs de pétrole disposent d'importantes capacités excédentaires, ce qui pourrait limiter la hausse des prix. Par ailleurs, l'offre de schiste, qui peut être ajustée pour contrer les fluctuations des prix de l'énergie, devrait limiter le risque d'une chute significative du prix du pétrole.

Les principaux risques en Europe incluent un nouveau ralentissement économique, alimenté par une combinaison de coûts de financement élevés, d'investissements nets négatifs, d'incertitude politique et de droits de douane américains.

Le principal risque aux États-Unis est que les politiques d'immigration et les tarifs douaniers créent un marché de l'emploi extrêmement tendu, générant ainsi des problèmes d'approvisionnement et augmentant le risque inflationniste dans l'économie.

Les changements dans les domaines de l'immigration, du commerce et de la politique fiscale sous la seconde administration Trump devraient être significatifs, mais ne devraient pas atteindre la radicalité de certaines propositions. Nous prévoyons un ralentissement de l'immigration nette, mais pas aussi marqué que ce qui avait été annoncé pendant sa campagne. Nous anticipons des droits

de douane sur les importations en provenance de Chine et sur les automobiles, mais pas de droits de douane universels, qui comporteraient des risques économiques et politiques que la Maison-Blanche cherchera probablement à éviter. Nous prévoyons également une extension complète des réductions d'impôts de 2017 et des réductions supplémentaires de l'impôt sur le revenu des particuliers, mais nous restons sceptiques quant à la capacité du DOGE dirigé par Musk et Ramaswamy à proposer des réductions massives des dépenses publiques suffisantes pour réduire le déficit de manière significative.



Strategy

En termes d'allocation d'actifs, et comme mentionné le mois dernier (voir le paragraphe Stratégie de notre publication de novembre), nous avons transféré une partie de notre allocation en actions de la zone euro vers le « reste » des États-Unis (c'est-à-dire hors des méga-capitalisations). L'exposition totale aux actions n'a pas changé. La prochaine étape consistera probablement à sous-pondérer les méga-capitalisations américaines, au profit du marché américain dans son ensemble : nous doutons qu'elles connaissent une nouvelle croissance de près de 50 % en 2025, comme cela a été le cas dans le passé. Ce réajustement nous permettrait également de diversifier les portefeuilles, en évitant une exposition trop concentrée sur un nombre restreint de titres, même si cela est souvent dicté par le « benchmark ». De plus, la mémoire est courte après deux années exceptionnelles : en 2022, ce groupe a chuté de 40 %, bien plus que les 20 % de baisse observés dans les indices MSCI World et S&P 500. Et cette année-là, le groupe « GRANOLAS* » européen n'a perdu que 5 %.

GRANOLAS : L'acronyme provient des premières lettres des 11 entreprises suivantes : GSK, Roche, ASML, Nestlé, Novartis, Novo Nordisk, L'Oréal, LVMH, AstraZeneca, SAP et Sanofi. Ce groupe est principalement axé sur la consommation, avec une touche de technologie. Ces entreprises sont cotées sur les marchés d'actions européens, mais sont toutes des entreprises internationales exposées à l'économie mondiale.

Actions

Nous maintenons une surpondération des actions de la zone euro par rapport au marché américain dans son ensemble, tout en restant neutres vis-à-vis du secteur technologique.

Obligations

Nous continuons de privilégier l'exposition au crédit par rapport à la duration. Nous avons une exposition au crédit de qualité investissement, au high yield européen, aux titres hybrides, à la dette subordonnée des secteurs financiers, aux infrastructures municipales américaines et à la dette libellée en devises fortes asiatiques.

Devises

L'exposition au yen japonais est majoritairement couverte, et nous maintenons une exposition de 5 % au dollar américain..

Or

Nous continuons de maintenir notre allocation à l'or autour de 5 %. Bien qu'il ne génère aucun rendement, il reste un excellent diversificateur dans un portefeuille multi-actifs.

Conclusion

La perspective de taux d'intérêt plus bas à l'avenir et la poursuite des tendances désinflationnistes soutiennent les marchés boursiers, les obligations, l'or et, par conséquent, un portefeuille équilibré. Les profils proposés à nos clients, toutes choses égales par ailleurs, peuvent différer en fonction de la devise : par exemple, un investisseur basé en Suisse pourrait potentiellement faire face à des taux proches de zéro ou même négatifs en 2025. Ainsi, le risque associé à une exposition au crédit pourrait être plus élevé comparativement à un investisseur basé en dollars américains.



Positionnement

Exposition globale

Nous sommes neutres sur les actions et neutres sur les obligations, avec une position en or, partiellement couvertes en USD et JPY.

Actions : neutre

Nous surpondérons la zone euro et sous-pondérons les actions américaines, nous sous-pondérons légèrement la technologie américaine, nous surpondérons le Nasdaq 100 à poids égal, nous sommes neutres au Royaume-Uni, neutres au Japon et surpondérés en Asie hors Japon.

Actions thématiques

Holdings familiales européennes, technologie asiatique, technologies et services liés à l'amélioration de la santé, champions européens.

Obligations : neutre

Long sur les bons du Trésor américain à 1-3 ans. Long sur les bons du Trésor américain à plus de 20 ans. Sous-pondération des emprunts d'État. Surpondération des obligations Investment Grade en EUR et en USD. Surpondération du haut rendement en EUR et sous-pondération en USD.

Thématiques crédits

Long sur les obligations municipales américaines dédiées aux infrastructures, long sur les hybrides, long sur les crédits financiers subordonnés et long sur les obligations asiatiques en devises fortes.

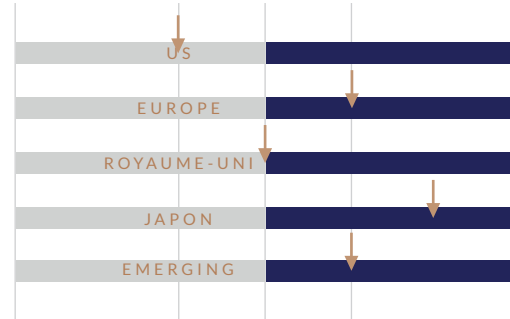
Devises : les portefeuilles ont une exposition de 5 % à l'USD. Position longue sur la livre turque par rapport à l'euro.

Matières premières : surpondération

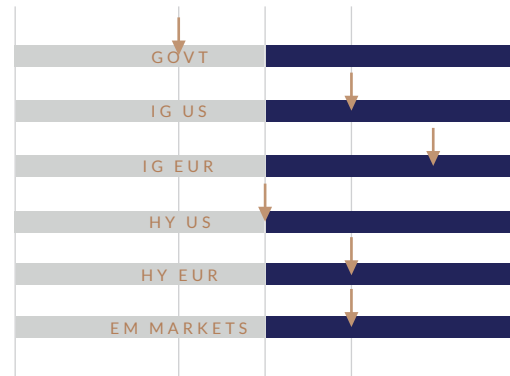
Position longue sur l'or.

Thermomètre de conviction

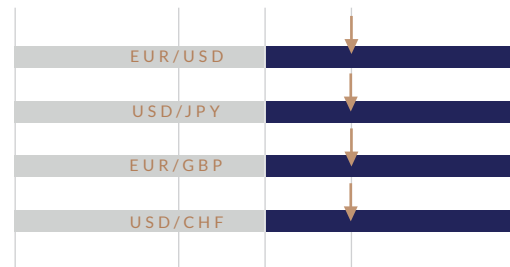
Actions



Obligations



Devises



Matières premières



■ Vue négative ■ Vue positive



Aperçu du marché au 31 décembre 2024

Equities (local ccies)	Level	5D	MTD	YTD
MSCI WORLD	3 707,84	-1,82%	-2,57%	19,22%
US S&P500	5 881,63	-2,60%	-2,39%	25,00%
NASDAQ 100	21 012,17	-3,60%	0,46%	25,88%
RUSSELL 2000	2 230,16	-1,25%	-8,26%	11,53%
EUROPE EURO STOXX 50	4 895,98	0,78%	1,95%	11,90%
GERMANY DAX	19 909,14	0,30%	1,44%	18,85%
FRANCE CAC40	7 380,74	1,35%	2,14%	0,92%
BELGIUM BEL20	4 264,53	0,44%	1,09%	18,46%
SWISS MARKET INDEX	11 600,90	0,98%	-1,39%	7,54%
UK FTSE100	8 173,02	0,44%	-1,29%	9,59%
JAPAN TOPIX	2 784,92	2,24%	4,01%	20,41%
MSCI EMERGING	1 075,48	-0,83%	-0,12%	7,97%
BRAZIL IBOVESPA	120 283	-0,40%	-4,28%	10,36%
CHINA CSI 300	3 934,91	-1,21%	0,59%	18,24%
HS TECH	4 468,11	-0,88%	2,63%	19,90%
INDIA SENSEX	78 139,01	-0,43%	-2,08%	9,57%
KOREA KOSPI	2 399,49	-1,63%	-2,24%	8,42%
HONG KONG HANG SENG	20 059,95	-0,19%	3,29%	22,90%
AUSTRALIA ALL-SHARE	4 467,80	0,41%	-1,16%	9,41%
SAUDI ARABIA TADAWUL	116 79,50	1,03%	3,44%	3,32%

US: Sectors	Level	5D	MTD	YTD
COMMUNICATION SVCS	341,66	-3,12%	3,58%	40,23%
CONSUMER DISCRETIONARY	1 831,16	-5,01%	2,39%	30,14%
CONSUMER STAPLES	853,65	-1,46%	-4,97%	14,87%
ENERGY	654,85	1,15%	-9,47%	5,72%
FINANCIALS	804,44	-1,44%	-5,46%	30,50%
HEALTH CARE	1 604,75	-1,30%	-6,21%	2,58%
INDUSTRIALS	1 115,65	-1,82%	-7,98%	17,30%
INFORMATION TECHNOLOGY	4 609,52	-3,51%	1,16%	36,61%
MATERIALS	529,77	-1,71%	-10,72%	-0,04%
REAL ESTATE	255,92	-0,38%	-8,60%	5,23%
UTILITIES	384,95	-1,06%	-7,93%	23,43%

EUROPE: Sectors	Level	5D	MTD	YTD
BASIC MATERIALS	2 733,06	0,77%	-2,18%	-6,16%
CONSUMER GOODS	3 762,11	0,64%	-1,26%	-0,68%
CONSUMER SERVICES	1 540,44	0,84%	3,88%	4,67%
FINANCIALS	1 091,72	1,29%	1,67%	27,89%
HEALTH CARE	3 635,33	0,77%	-4,11%	5,69%
INDUSTRIALS	4 165,05	0,29%	-1,18%	15,32%
OIL & GAS	1 410,05	2,23%	-1,75%	-2,77%
TECHNOLOGY	1 926,93	-0,64%	3,81%	13,90%
TELECOMS	610,11	0,60%	-3,09%	21,96%
UTILITIES	2 001,69	0,95%	-3,40%	2,35%



Aperçu du marché au 31 décembre 2024

Fixed Income	Level	5D	MTD	YTD
Pan-Euro 3-5 yrs IG	212,98	0,09%	-0,27%	3,60%
Euro Aggregate	243,76	-0,07%	-1,04%	2,63%
Pan-Euro HY Hedged Eur	453,50	0,08%	0,65%	8,38%
Global Inflation hedged EUR	233,03	0,02%	-2,20%	-2,01%
US Corp High Yield	2 264,90	0,16%	-0,43%	8,19%
EM USD Aggregate TR	1 260,87	0,05%	-1,19%	6,58%
EM Aggregate TR Local Ccy	148,79	-0,10%	-0,63%	1,68%
EUR Banks CoCo Tier 1	159,93	0,03%	0,73%	11,22%
EU GOVT HEDGED EUR	213,60	-0,03%	-1,61%	0,55%
Global Aggregate	2 554,99	0,00%	-2,15%	-1,69%

Commodities	Level	5D	MTD	YTD
GOLD	2 624,50	0,29%	-0,71%	27,22%
COPPER	402,65	-0,57%	-1,32%	3,50%
OIL WTI	71,72	2,31%	5,47%	0,10%
OIL BRENT	74,64	1,44%	2,33%	-3,12%

Currencies	Rate	5D	MTD	YTD
EURUSD	1,0354	-0,43%	-2,11%	-6,21%
GBPUSD	1,2516	-0,18%	-1,72%	-1,69%
USDJPY	157,2000	0,01%	4,96%	11,46%
USDCHF	0,9074	0,80%	3,00%	7,84%
AUDUSD	0,6188	-0,79%	-4,98%	-9,16%
EURCHF	0,9401	0,42%	0,86%	1,21%
USDCNY	7,2993	0,05%	0,73%	2,81%
USDKRW	1 471,95	1,64%	5,35%	14,27%
USDINR	85,6087	0,48%	1,32%	2,88%
USDIDR	16 102,00	-0,57%	1,62%	4,58%
USDBRL	6,1774	1,76%	3,45%	-7,55%
USDTRY	35,3547	0,76%	1,88%	19,73%
BITCOIN	93 714,04	-4,69%	-3,84%	123,47%



Ce document a été préparé par Apricus Finance SA. Il n'est pas destiné à la distribution, à la publication, ou à l'utilisation dans toute juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait illégale, ni à toute personne ou entité à qui il serait illégal de s'adresser avec ce document.

Ce document est fourni à titre d'information uniquement et ne constitue ni une offre ni une recommandation d'acheter ou de vendre des titres. Il contient les opinions d'Apricus Finance SA à la date de sa publication. Ces opinions ne prennent pas en compte les circonstances, objectifs ou besoins individuels des investisseurs. Aucune déclaration n'est faite concernant le fait qu'un investissement ou une stratégie soit adapté ou approprié aux circonstances individuelles ou que tout investissement ou stratégie constitue une recommandation personnelle pour un investisseur. Chaque investisseur doit prendre ses propres décisions indépendantes concernant les titres ou instruments financiers mentionnés dans ce document. Avant d'engager toute transaction, un investisseur doit examiner attentivement l'adéquation de cette transaction à ses circonstances particulières et, si nécessaire, obtenir des conseils professionnels indépendants concernant les risques ainsi que les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales et comptables.

Les informations et analyses contenues dans ce document sont basées sur des sources considérées comme fiables. Cependant, Apricus Finance SA ne garantit pas la ponctualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations contenues dans ce document, ni n'accepte de responsabilité pour toute perte ou dommage résultant de son utilisation. Toutes les informations et opinions, ainsi que les prix indiqués, peuvent changer sans préavis. Ce document peut contenir des articles provenant d'autres sources financières. Ces sources sont toujours mentionnées lorsqu'elles sont incluses.

Les performances passées ne garantissent pas les rendements actuels ou futurs, et l'investisseur peut récupérer moins que ce qu'il a investi. La valeur de tout investissement dans une devise autre que la devise de base d'un portefeuille est soumise au risque de taux de change. Ces taux peuvent fluctuer et affecter défavorablement la valeur de l'investissement lorsqu'il est réalisé et converti de nouveau dans la devise de base de l'investisseur. La liquidité d'un investissement est soumise à l'offre et à la demande. Certains produits peuvent ne pas avoir de marché secondaire bien établi ou, dans des conditions de marché extrêmes, peuvent être difficiles à évaluer, entraînant une volatilité des prix et rendant difficile l'obtention d'un prix pour disposer de l'actif.

Ce document a été émis en Suisse par Apricus Finance SA. Ni ce document ni aucune de ses copies ne peuvent être envoyés, emportés, distribués aux États-Unis ou remis à toute personne américaine.